

Représentation des groupes minorisés : solidarités intersectionnelles et alliances anti-oppressives

Par Khaoula Zoghlami, étudiante au doctorat en communication, UdeM
khaoula.zoghlami@umontreal.ca

La démocratie représentative, dominante dans nos sociétés occidentales¹, a une longue histoire d'exclusion qui touche tous les groupes minorisés² et vulnérabilisés (Cairns & Sears, 2012). En effet, bien qu'ils aient gagné le droit à une égalité formelle, les femmes, les personnes de couleurs et les groupes LGBTQ continuent à être sous-représentés dans le champ politique (Cairns & Sears, 2012). De plus, lorsque les postes de pouvoir sont accessibles à des personnes dites minorisées ou vulnérabilisées, ce n'est qu'au nom d'un « multiculturalisme cosmétique » (Shome & Hegde, 2010), qui ne bénéficie pas aux différents groupes minorisés désormais représentés. Bien au contraire, ces nominations se soldent uniquement par l'amélioration de la position ainsi que des conditions de la personne élue. Weldon (2011), propose que le meilleur moyen de défendre les intérêts des groupes désavantagés serait à travers les mouvements de démocratie participative³, notamment les mouvements de lutte anticapitaliste. Toutefois, plusieurs auteur-e-s rappellent que les mouvements de lutte anticapitaliste n'évoluent pas en « vase clos » et sont traversés par les mêmes jeux de pouvoir qui agissent dans la société (Ancelovici & Allard, 2013; Graeber, 2009; Juris, 2008). Tout comme Ancelovici & Allard (2013), je pense qu'un intérêt particulier devrait être porté envers les injustices structurelles (de sexisme, racisme, homophobie, colonialisme, etc.) au sein des mouvements sociaux appliquant la

¹ La démocratie représentative est le cadre conceptuel officiel et le plus familier dans les démocraties libérales. Généralement, elle met surtout l'accent sur les élections libres, sur la pluralité des partis politiques et sur la liberté d'expression. C'est une forme de gouvernement dans laquelle la succession au pouvoir est vue comme la colonne vertébrale de la démocratie, et a lieu à travers l'élection de député-e-s – représentant-e-s - qui sont sensés agir au nom du peuple (Cairn & Sears, 2016).

² J'utilise dans cet article le terme minorisé, qui est adopté dans les études critiques, pour désigner le processus de catégorisation systématique, qui fait en sorte que les individus ayant certaines caractéristiques différentes de la norme (blanche, hétérosexuelle, etc.), en viennent à être considérés comme des minorités.

³ La démocratie participative est un processus d'autogouvernement basé sur l'établissement de pouvoir populaire dans toutes les sphères de la vie. Elle porte l'idéal d'un lieu où les gens ne délègueraient pas leur pouvoir ni leurs voix à des représentants. La politique y est vue comme enchâssée dans l'activité sociale et ne peut être confiée à une élite de représentants (Cairn & Sears, 2016). Bien que certain-e-s auteur-e-s sont amené-e-s à distinguer des nuances entre démocratie participative, démocratie directe et démocratie par le bas, dans cet article, j'utiliserai les trois termes comme des synonymes.

démocratie directe, puisque ces injustices entrent en contradiction avec les fondements mêmes de ces mouvements, qui se veulent préfiguratifs⁴ d'une société réellement égalitaire.

À travers ce texte, je me pencherai sur la place des groupes minorisés au sein des mouvements anticapitalistes qui pratiquent la démocratie participative. Dans une première partie, je tenterai, à travers une revue de la littérature, d'explorer les différentes stratégies mises en place par certains mouvements anticapitalistes en Occident pour inclure les variables de la race et du genre dans leur critique du système économique et politique. Je m'attarderai particulièrement sur les méthodes et les techniques mises en place, notamment dans les assemblées délibératives (Ancelovici & Allard, 2013; Maharawal, 2013), afin d'améliorer l'inclusion des groupes minorisés dans ces mouvements (Juris, 2008). Puisque l'inclusion complète des groupes minorisés pose des défis parfois insurmontables, même pour les militant-e-s les plus dédié-e-s, je m'inspirerai, dans la seconde partie, de la critique intersectionnelle pour réfléchir à des stratégies de luttes conjointes et solidaires (Tuck & Yang, 2012). Selon un cadre d'analyse intersectionnel, la solution ne résiderait pas dans les tentatives d'inclusion des personnes minorisées, mais plutôt dans la création d'alliances – notamment des coalitions- éthiques et stratégiques (Hill- Collins & Bilge, 2016) entre différents groupes marginalisés.

1- L'inclusion des groupes minorisés au sein des mouvements anticapitalistes

1.1 Comment améliorer la participation des personnes minorisées aux mouvements anticapitalistes?

Les assemblées délibératives et consensuelles sont constitutives des récents mouvements de démocratie participative et une part importante de leur identité (Prentoulis & Thomassen, 2013). L'assemblée est définie comme « une forme d'organisation horizontale et inclusive, qui permet à tout le monde de s'exprimer, et où les décisions sont prises par consensus » (Mouvement des *Indignados*, cité dans Nez, 2012, p.80). L'objectif de l'assemblée consensuelle

⁴ Selon Ancelovici & Allard (2013) l'action – et démocratie- directe est préfigurative dans le sens qu'elle « laisse entrevoir [...] ce que pourrait être le futur et, par la même occasion, démontre la viabilité de l'alternative et de l'utopie revendiquée (ici l'utopie étant l'égalité) » (p.91).

n'est pas d'atteindre l'unanimité, mais de s'assurer que le point de vue de tout le monde est entendu et pris en considération (Ancelovici & Allard, 2013; Poletta, 2002). Autant dans le mouvement *Occupy*⁵ qu'au sein de la CLASSE⁶, certaines mesures avaient été mises en place pour réduire le sexisme, le racisme et l'homophobie ordinaires au sein des assemblées. Une de ces mesures consistait en la présence d'un-e gardien-ne du senti (*vibe watcher*) qui était vigilant-e durant les assemblées aux manifestations de l'exclusion. La personne attitrée à ce poste s'assurait, entre autres, qu'il n'y avait pas un groupe de personnes sous-représenté dans la prise de parole. Maharawal (2013) constate que le mouvement *Occupy Wall Street*, incorporait des « politiques inclusives radicales » qui ont permis d'améliorer la représentation des groupes marginalisés au sein des assemblées (p.178). Parmi les politiques radicales qu'elle cite, Maharawal (2013) insiste sur le « *Progressive Stack* » qui consiste à donner la priorité aux femmes et aux personnes de couleur dans la prise de parole (p.179). Ainsi, ces personnes étaient systématiquement mises en haut de la liste afin de s'assurer que les voix des moins privilégié-e-s étaient écoutées.

Néanmoins, Ancelovici & Allard (2013) et Poletta (2002) constatent que l'imposition de règles (alternance du tour de parole, rotation des porte-parole, délimitation du temps de parole, etc.) n'est toujours pas suffisante pour éradiquer l'inégalité au sein du processus de consensus. En effet, un vrai problème persiste lorsque le processus de consensus a lieu au sein de groupes où il y a des inégalités de pouvoir bien établies, qu'elles soient tacites ou reconnues. Ancelovici & Allard (2013) l'ont remarqué dans le mouvement de la CLASSE où la parole des femmes n'était pas aussi bien reconnue ni valorisée que celle des hommes. En effet, même lorsque les femmes prenaient la parole pour faire entendre leurs voix, on ne les écoutait pas nécessairement, et leurs avis n'étaient pas toujours pris en compte. Graeber (2009) admet que les activistes sont souvent à court d'outils lorsqu'il est question d'affronter les formes d'oppression/domination internalisées.

⁵ Occupy Wall Street est un mouvement social qui a émergé en 2011 à New York aux États-Unis pour s'opposer au capitalisme financier. Il s'est illustré par ses pratiques de démocratie directe et par son occupation du parc Zuccotti. Le mouvement s'est rapidement diffusé partout aux États-Unis, et ensuite dans plusieurs villes à l'extérieur, même à Montréal (Voir Ancelovici, Dufour & Nez, 2016).

⁶ La CLASSE (Coalition large de l'ASSÉ) est une coalition temporaire créée autour de l'ASSÉ (Association pour Solidarité Syndicale Étudiante) afin de lutter contre la hausse des frais de scolarité universitaire au Québec, et de coordonner la grève générale illimitée, qui a eu lieu durant l'hiver 2012 (Site web de l'ASSÉ : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/membre/classe/>).

Bien qu'il y ait consensus sur le fait qu'elles soient des formes de violence qu'il faut éradiquer, celles-ci demeurent profondément internalisées et inconscientes chez plusieurs. Ceci n'épargnerait pas même les activistes les mieux intentionné-e-s qui, selon Graeber (2009), devraient maintenir un travail constant de (auto) conscientisation.

Dans une recherche qui explore les dynamiques de pouvoir au sein des dialogues intergroupes structurés, DeTurk (2011) constate que la structuration – formalisation - de l'interaction ainsi que la bonne volonté des participant-e-s ne sont jamais suffisantes pour garantir des conditions d'interaction égalitaires. L'auteure remarque plutôt que « even in communication situations that have been carefully constructed to encourage ideal dialogue, cultural norms, values, and assumptions often function to privilege dominant groups and silence those who would challenge the cultural status quo » (DeTurk, 2011, p.579). À cet effet, l'auteure cite la recherche de Deetz (1992), qui montre que certaines communications sont systématiquement (et parfois inconsciemment) détournées afin de reproduire les rapports de pouvoir présents dans la société. En effet, Deetz (1992) identifie plusieurs pratiques discursives, qu'il appelle « *discursive closure* », qui servent à supprimer le conflit et à réduire au silence les personnes qui tentent de remettre en question la domination des personnes en situation de privilège. Ainsi les personnes marginalisées peuvent être systématiquement réduites au silence en 1) évitant d'aborder les sujets qui risquent de bousculer le *statu quo*, 2) en disqualifiant les propos de la personne en les considérant comme non valides et découlant d'une simple opinion personnelle, 2) en niant le droit de parole, sous prétexte que la personne ne s'exprime pas selon les standards requis, 3) en diminuant de l'importance du conflit abordé, ou, au contraire, 5) en considérant le problème comme insurmontable et impossible à résoudre (Deetz, 1992).

Malgré les nombreuses failles qu'on puisse leur attribuer, les mesures mises en place au sein des assemblées des mouvements anticapitalistes montrent un effort concret pour améliorer la qualité de la participation des groupes minorisés et neutraliser les rapports de pouvoir. Toutefois, ces mesures s'appliquent uniquement aux personnes minorisées déjà incluses au sein du processus de délibération. Or, comme on pourra le voir dans la prochaine section, l'exclusion se produit surtout avant la participation et empêche celle-ci.

1.2. Comment améliorer l'accès des personnes minorisées aux mouvements anticapitalistes?

Une barrière invisible semble empêcher les personnes minorisées d'accéder aux mouvements fonctionnant par démocratie directe. À titre d'exemple, Ancelovici & Allard (2013) remarquent qu'il n'y a pas une seule personne allophone ou considérée comme minorité visible siégeant aux exécutifs des associations étudiantes mobilisées contre la hausse des frais de scolarité au Québec⁷. Toutefois, ceci n'est pas propre au Québec puisque Graeber (2009) avance que les groupes d'action directe sont majoritairement blancs, et très peu diversifiés (très peu de Noirs-Américain-e-s), et ce même dans les grandes villes comme New York. Selon un militant de *Direct Action Network*⁸ interviewé par Graeber (2009) les personnes blanches développent leur propre culture activiste qui se caractérise par « [specific] style of dress, mannerisms, ways of talking, tastes in music and food - a kind of hybrid mishmash of hippie, punk, and mainstream middle-class white culture, with incorporated chunks of more exotic revolutionary traditions » (p.290). Pour un-e militant-e de couleur qui n'adopte pas cette culture, l'inclusion dans le cercle est donc très difficile. Néanmoins, la barrière n'est pas seulement culturelle, et peut aussi se manifester sous la forme d'un privilège de classe. En effet, dans des mouvements où la participation assidue et effective exige un grand investissement en temps et en argent (Poletta, 2012), les groupes les plus discriminés se retrouvent indirectement exclus sur le long terme⁹.

⁷ Entre temps, il y a eu Hind Fizazi qui a été porte-parole intérimaire de l'ASSÉ en 2015. Voir : <http://ici.radiocanada.ca/nouvelles/societe/2015/04/06/001-asse-bilan-congres-destitution-executif.shtml>

⁸ C'est une confédération nord-américaine d'organisations anti-autoritaires, anarchistes et anti-corporatistes, née à Seattle en 1999. La confédération n'existe plus, mais ses pratiques d'actions directes se sont diffusées partout dans le monde (Graeber, 2009).

⁹ Ce qui s'est produit cette année au forum social Mondial tenu à Montréal est un bon exemple d'une exclusion qui empêche la participation de certains groupes aux mouvements de démocratie directe. Le billet d'avion extrêmement dispendieux et le refus des visas ont empêché plusieurs centaines de militants (africains pour la plupart) de participer au forum social mondial. Voir ce billet d'un collectif du Cap-Vert : <http://www.legrandsoir.info/le-forum-social-mondial-2016-illegitime.html>

Certains groupes activistes ont donc recours à des pratiques de discrimination positive¹⁰ pour s'assurer que la voix des groupes marginalisés et minorisés soit entendue (Strolovitch, 2007). C'est ce qu'ont tenté de faire les organisateurs et organisatrices du Forum Social États-Unien (FSEU)¹¹ à Atlanta en 2007 à travers la création d'un « espace intentionnel¹² » dans le but de privilégier l'accès des personnes de couleur et des autres groupes minorisés (Juris, 2008). Cet espace intentionnel était conçu comme une manière de pallier au manque de représentation des groupes minorisés dans les mouvements s'inspirant de la démocratie participative. Dans cette optique, plusieurs groupes de libéraux, d'anarchistes blancs, de syndicalistes, de féministes blanches et d'environnementalistes ont été volontairement exclus du processus organisationnel, par l'organisation du forum social états-unien, au profit de participant-e-s provenant d'organisations horizontales (*grassroots base-building groups*¹³). Les organisateurs et organisatrices du FSEU ont ainsi fait le choix de privilégier la participation des groupes minorisés sur celles des groupes blancs, bien que ceux-ci pouvaient contribuer de manière pertinente et constructive au déroulement du forum. Ce genre d'initiative assurant une forte représentativité en termes de diversité raciale, de classe, de genre, et de groupes autochtones est toutefois rare, et les mouvements participatifs, anticapitalistes et anti-systèmes demeurent l'expression du privilège blanc (Graeber, 2009). Une question ainsi se pose : s'ils ont du mal à améliorer significativement l'accès et la participation des groupes minorisés au sein de leurs structures, comment les mouvements anticapitalistes gèrent-ils les alliances avec les organisations et les mouvements représentant exclusivement les intérêts des groupes minorisés? Y aurait-il des moyens de bâtir des alliances éthiques?

2- Alliances entre groupes militants et incommensurabilité des luttes

¹⁰ En anglais *Affirmative action*

¹¹ Le forum social États-Unien, dont il est question ici, est une initiative locale (comme le forum social européen et le forum social africain) qui est organisé uniquement à l'échelle États-Unienne pour regrouper les forces syndicalistes, anti-autoritaires, anti-corporatistes, anti-racistes, etc. aux États-Unis.

¹² « *Intentional space* » en anglais.

¹³ Ce sont des organisations locales horizontales qui utilisent l'action collective – généralement à travers la démocratie participative – afin de militer pour un changement local, régional ou global (voir <http://www.grassrootsgrantmakers.org/grassroots-grantmaking/what-is-a-grassroots-group/>).

Dans son ethnographie du Sommet des Amériques de Québec en 2001, Graeber (2009) avançait que les rapports de pouvoir raciaux et genrés, ainsi que le privilège blanc intériorisé chez plusieurs militant-e-s, représentaient le talon d'Achille de tous les mouvements anarchistes, les empêchant de créer des alliances avec les groupes et organisations représentant les groupes minorisés. Cette difficulté à créer des alliances a par ailleurs été mise en relief par Tuck & Yang (2012) à travers leur critique décoloniale du mouvement Occupy. Selon les auteures, bien que le mouvement ait représenté pour plusieurs groupes marginalisés une expression de résistance, depuis la perspective des peuples autochtones, il n'a été qu'une autre forme de réoccupation (colonisation) du territoire. En effet, l'idée de redistribution des richesses, dont *Occupy* est porteur, camoufle à quel point ces richesses représentent une terre qui est colonisée. Elles avancent que « In Occupy, the “99%” is invoked as a deserving supermajority, in contrast to the unearned wealth of the “1%”. It renders Indigenous peoples (a 0.9% ‘super-minority’) completely invisible and absorbed, just an asterisk group to be subsumed into the legion of occupiers » (Tuck & Yang, 2012, p.23). Ainsi, la conviction qu'une terre peut être possédée par des gens, et, que, par-dessus tout, cette occupation serait un droit, refléterait selon les deux chercheuses une vision profondément coloniale et anthropocentrique du monde. Cette vision a été dénoncée par des activistes autochtones, durant l'assemblée *d'Occupy Oakland*, qui ont proposé que la ville d'Oakland soit reconnue comme un territoire colonisé et volé. Toutefois, leur proposition a été rejetée par plusieurs activistes non autochtones, qui considéraient que cette proposition mettait les intérêts des autochtones au-dessus de ceux de tout le monde. Ceci amène les auteures à suggérer qu'il y a une limite à la solidarité et aux alliances entre différents groupes marginalisés lorsque leurs intérêts entrent en conflit. Une éthique de l'incommensurabilité, selon Tuck et Yang (2012), signifie que la solidarité entre des groupes culturels opprimés ayant des agendas politiques différents doit reconnaître la différence – et l'incommensurabilité – de leurs luttes. Il faudrait dans ce cas accepter que ces solidarités n'impliquent pas une superposition totale (ou fusion) des luttes, mais plutôt une superposition partielle, qui doit demeurer temporaire, stratégique et toujours consciente de son caractère contingent (Tuck & Yang, 2012).

Cette manière d'approcher la solidarité dans les luttes des groupes minorisés comme stratégique et contingente renvoie à l'approche intersectionnelle dans les mouvements sociaux. Je commencerai donc par définir l'intersectionnalité, avant de montrer les stratégies d'alliance non oppressives qu'un cadre intersectionnel peut offrir, notamment à travers les concepts de conscience différentielle (Sandoval, 2011) et d'essentialisme stratégique (Spivak, 1990).

2.1- L'intersectionnalité, un outil de résistance des groupes minorisés

« It is important for progressive politics that people derive their identities from their politics rather than their politics from their identities » (Chun, Lipsitz & Shin, 2013, p.937).

L'intersectionnalité a émergé dans les années 60 et 70 durant la lutte des activistes afro-américaines, qui tentaient difficilement de conjuguer leurs engagements féministe, anti-raciste et syndicaliste (Hill-Collins & Bilge, 2016). Elle était donc, à l'origine, une critique de la tendance des mouvements sociaux à exclure certains groupes minorisés, et de leur échec à rendre compte de l'ensemble des oppressions (sexisme, racisme, pauvreté) auxquelles peuvent faire face les femmes de couleur en particulier (Crenshaw, 1991; Hill-Collins & Bilge, 2016; Lépinard & Laperrière, 2016). Crenshaw (1991) est une des pionnières de l'adoption de l'intersectionnalité comme cadre analytique pour mieux comprendre la réalité des femmes noires aux États-Unis. À travers son fameux texte « *Mapping the margins : Intersectionality, identity politics, and violence against women of color* », elle explique que pour comprendre l'expérience des femmes de couleur, il ne faut pas regarder les catégories de classe, de race et de genre séparément. En effet, la pauvreté, le racisme et le sexisme se croisent constamment dans la vie des femmes noires, laissant place à ce qu'elle appelle « *intersectional disempowerment* » (Crenshaw, 1991, p. 1245). Ces femmes sont souvent membres de groupes militants qui mènent des agendas politiques différents et parfois conflictuels, de telle sorte qu'elles ne se sentent incluses dans aucune lutte (Crenshaw, 1991). C'est le cas par exemple des femmes noires victimes de viol : elles sont autant ignorées par le mouvement féministe - qui met l'accent sur l'expérience des femmes blanches-, que par le mouvement anti-raciste - qui organise sa lutte autour de l'oppression de l'homme noir. Les femmes noires tombent ainsi entre (*in-between*) les

catégories sociales et sont doublement marginalisées (Crenshaw, 1991). L'analyse intersectionnelle montre ainsi comment la structure de l'inégalité peut être racialisée et genrée pour les femmes de couleur, et amène une autre couche de complexité aux explications de certains mouvements activistes qui se basent uniquement sur l'analyse économique pour dénoncer les inégalités globales (Hill-Collins & Bilge, 2016).

L'intersectionnalité est donc un cadre analytique pertinent pour la recherche qui s'intéresse aux groupes vivant à l'intersection des systèmes d'oppression. Toutefois, selon Hill-Collins & Bilge (2016), l'intersectionnalité ne se limite pas au champ académique et peut exister sous la forme d'une *praxis* – entendu comme une stratégie pratique- mise en place par les personnes ou par les organisations militantes. C'est ce que documente l'étude de Lépinard & Laperrière (2016) qui compare les stratégies intersectionnelles mises en œuvre par les organisations féministes de terrains au Québec, qui s'adressent aux femmes immigrantes, et par la Fédération des Femmes du Québec (ci-après FFQ). Les chercheuses constatent que bien que ces différentes organisations adoptent l'intersectionnalité dans leur militantisme auprès des femmes, elles ne le font pas de la même manière ni pour les mêmes objectifs. Tandis que les organisations féministes de terrain (incluant les centres de femmes) tentent d'inclure les femmes immigrantes et minorisées au sein d'un projet féministe commun, la FFQ utilise plutôt l'intersectionnalité comme *praxis* afin de transformer et changer la vision hégémonique d'un féminisme blanc hétérosexuel sensé parler au nom de toutes les Québécoises (Lépinard et Laperrière, 2016). Selon Lépinard et Laperrière (2016), la FFQ utilise donc l'intersectionnalité pour défaire l'idée d'une identité commune à toutes les femmes, ce qui la pousse à adopter parfois des objectifs très différents – voir même en contradiction avec sa mission officielle, qui est celle de représenter toutes les Québécoises (Lépinard & Laperrière, 2016). C'est dans cet esprit, par exemple, que la FFQ reconnaît l'importance historique pour certains groupes de femmes de s'organiser et de se représenter elles-mêmes. Les auteures donnent l'exemple d'une déclaration controversée de la FFQ dans laquelle celle-ci s'est dite solidaire de la lutte des femmes autochtones – et particulièrement de la lutte menée par la Fédération des femmes autochtones - tout en précisant que son rôle n'est que de les supporter dans leur lutte, et non de

lutter à leur place. À travers ce type de positionnement, la FFQ tente d'élargir la représentation politique à toutes les femmes plutôt que de les inclure toutes, malgré leurs différences, dans un projet politique commun, qui risque d'invisibiliser l'expérience des femmes les plus marginalisées (Lépinard & Laperrière, 2016).

2.2. Intersectionnalité, conscience différentielle et essentialisme stratégique

2.2.1. La conscience différentielle selon Chela Sandoval

La FFQ n'est pas la seule à opter pour des stratégies de résistance contradictoires dans l'objectif de bâtir des alliances. Selon Sandoval (2011), c'est aussi le cas des féministes de couleur dans les années 70-80 qui faisaient des alliances avec plusieurs groupes militants à la fois, même si les luttes qui découlaient de certaines alliances se contredisaient les unes les autres. Bien que Sandoval (2011) n'utilise pas le terme intersectionnalité, mais plutôt « conscience différentielle », c'est bel et bien une pratique intersectionnelle qu'elle décrit dans son analyse du mouvement des féministes du Tiers-Monde États-Unien. Ces féministes plaidaient en faveur d'un féminisme tiers-mondiste qui « dépasse[ait] les divisions politiques du patriarcat et les frontières nationales ethniques [...] » (Alice Chai, citée dans Sandoval, 2011, para. 1). L'auteure définit la conscience différentielle comme étant ce qui :

« rend possible le mouvement « entre et parmi » plusieurs positionnements idéologiques¹⁴ [...] afin de révéler les distinctions qui existent entre eux. En ce sens, le mode de conscience différentiel fonctionne comme l'embrayage d'une voiture, ce mécanisme qui permet à la personne qui conduit de choisir et de passer les vitesses grâce à un système de transmission du pouvoir. Le différentiel représente la variante; sa présence est le résultat de corrélations, d'intensités, de jonctions, de crises. Il dépend pourtant d'une forme d'action consciemment mobilisée pour s'attirer des appuis et les conserver; le différentiel est donc performatif » (2011, para. 40).

Sandoval (2011) suggère que les féministes du Tiers-Monde qui ont participé aux mouvements féministes et aux organisations basées uniquement sur l'identité de genre avaient agi de manière

¹⁴ Les positionnements idéologiques identifiées par Sandoval (2011) sont : « suprémaciste », « droits égaux », « révolutionnaire » et « séparatiste ». Elle ajoute la conscience différentielle comme un 5^e positionnement idéologique qui permet de se mouvoir de manière tactique entre les quatre premiers positionnements.

stratégique. Elles étaient en effet conscientes du besoin temporaire et stratégique de privilégier une dimension de leur identité (au détriment des autres dimensions) afin de favoriser un changement politique et social. Leur comportement était donc conscient, et avait lieu dans le cadre et d'une tactique pour s'opposer à un type particulier de domination (dans ce cas-ci, le sexisme). En raison de leur conscience différentielle, les féministes tiers-mondistes n'adoptaient pas un seul système de croyances ou une identité politique unique telle qu'il était exigé par les organisations féministes blanches. Elles revendiquaient plutôt une solidarité stratégique et ponctuelle. Elles pouvaient ainsi participer en alternance à des mouvements où elles revendiquaient leur identité femme, à d'autres où elles revendiquaient leur identité noire, et à d'autres où elles portaient la bannière anticapitaliste. Ce système d'affiliation inhabituel leur avait valu des accusations de trahison, de déloyauté, de frivolité ou encore d'opportunisme de la part du mouvement féministe blanc. Pourtant, de l'avis de Sandoval (2011), ce sont les diverses identifications de ces féministes qui les amenaient à circuler entre et parmi plusieurs positionnements idéologiques et à développer des stratégies politiques mixtes, articulées à travers une conscience différentielle. Cette conscience a d'ailleurs été un lieu de coalition entre ces féministes qui se sont reconnues mutuellement comme « compatriotes vivant dans un même terrain psychique » les poussant à adopter une « culture de frontière commune » qui a bousculé les termes du débat avec le féminisme hégémonique (Sandoval, 2011, para. 28).

Les féministes de couleurs Tiers-mondistes ont ainsi établi les bases du féminisme intersectionnel qui reconnaît l'ensemble des identifications et formes d'oppressions, et permet de développer des stratégies d'action et des coalitions qui sont propres à chaque groupe (Hill-Collins & Bilge, 2016).

2.2.2. L'essentialisme stratégique de Gayatri Chakravorty Spivak

Ce que Sandoval (2011) appelle « conscience différentielle » Spivak nomme « essentialisme stratégique », et consiste en une stratégie intersectionnelle permettant de mobiliser l'identité de manière politique, tactique et stratégique (Spivak et Harasym, 1990). La politisation des identités ethniques et raciales dans la mobilisation de certains groupes de femmes leur

permet de remettre en question des rapports de pouvoir au sein des différents mouvements et de transmettre leur expérience et le regard qu'elles portent sur certaines problématiques (Lépinard & Laperrière, 2016, p.5). Bien que ces identités soient politisées, Shohat (2010) pense qu'elles doivent l'être provisoirement, et de manière située dans l'espace géographique. C'est ce que propose d'ailleurs Spivak, lorsqu'elle avance que les revendications identitaires sont provisoires et soumises à une constante critique à l'intérieur des groupes mêmes qui les formulent (Spivak, Landry & McLean, 1996). Elle plaide ainsi en faveur d'un essentialisme stratégique où un individu ou un groupe particulier se recentre – consciemment ou inconsciemment - autour d'une identification précise afin de combattre l'oppression et déstabiliser la matrice de pouvoir. Ceci s'oppose donc à une vision essentialiste de l'identité, qui la voit comme fixe, stable et non changeante (Hill- Collins & Bilge, 2016). Elle n'est essentialisée que temporairement et dans le cadre d'une tactique politique (Vinyaraj, 2013). Selon Hill-Collins & Bilge (2016), l'essentialisme stratégique nourrit l'analyse de pouvoir requise pour la création de coalitions, et permet la création d'une plateforme – même temporaire - autour de laquelle les individus et les groupes peuvent s'unir. Shohat (2010) abonde dans le même sens que Spivak (Spivak, Landry et McLean, 1996) lorsqu'elle avance qu'il est crucial pour chaque lutte multiculturelle de laisser un libre espace pour les identifications, même si celles-ci sont plurielles et discontinues. Tout comme Sandoval (2011) et Spivak (Spivak, Landry et McLean, 1996), Shohat (2010) considère les identités comme des ensembles d'expériences historiquement diverses. Elles seraient articulées en relation à des collectivités comme des cercles d'identités parallèles, contradictoires et complémentaires, qui se chevauchent lorsqu'elles partagent des affinités et un historique commun d'oppression. C'est d'ailleurs le chevauchement de ces cercles qui rendrait possibles les coalitions intercommunautaires que Tuck & Yang (2012) et Sandoval (2011) abordent plus tôt.

Les mouvements sociaux adoptant l'intersectionnalité voient donc celle-ci comme une stratégie radicale et prometteuse dans la mesure où elle prend en considération toute la palette des oppressions que les militant-e-s peuvent vivre (sexisme, handicap, racisme, pauvreté, homophobie, etc.). En rejetant la subordination d'une oppression à une autre, les stratégies de lutte et d'engagement deviennent multiples, et les identités qui désavantagent et vulnérabilisent deviennent un important atout pour générer un changement social (Chun, Lipsitz & Shin, 2013).

La lutte intersectionnelle est ainsi un guide pour la promotion de nouvelles identités et de nouvelles formes d'activités démocratiques, et offre des pistes d'alliances éthiques et non oppressives (Chun, Lipsitz & Shin, 2013).

Conclusion

Les pratiques horizontales et les assemblées délibératives, avec un processus de consensus, ont longtemps été vues, à tort, comme une exclusivité blanche (Graeber, 2013). Ceci a eu comme conséquence de blanchir le mouvement anticapitaliste et de blanchir les pratiques qu'il intègre à sa stratégie de lutte. Dans cet essai, j'ai tenté de réfléchir l'inclusion des personnes traditionnellement minorisées et vulnérabilisées au sein des mouvements sociaux occidentaux qui mènent une lutte anticapitaliste. En adoptant une lentille intersectionnelle, il est possible de constater les défis parfois insurmontables que pose l'inclusion, et comment elle peut être contre-productive. Il n'y a pas de recette prédéfinie pour l'adoption d'une stratégie intersectionnelle (Hill-Collins & Bilge, 2016). Bien au contraire, en prenant une multiplicité de formes, celle-ci permet de mettre en lumière les tensions inhérentes à certaines coalitions politiques et de réfléchir leur dimension éthique. Bien que la formation de coalitions semble plus prometteuse que la quête d'une simple inclusion des groupes minorisés au sein de mouvements sociaux majoritairement blancs, je ne vois pas ces deux pratiques comme mutuellement exclusives. En effet, il me semble important de continuer, en parallèle, de lutter contre les injustices structurelles au sein des mouvements sociaux blancs afin d'aiguiser les sensibilités intersectionnelles et tendre vers des pratiques réellement égalitaires. Pour reprendre les mots de Sandoval (2011) et de Spivak (dans Spivak, Landry et McLean, 1996), la participation des personnes minorisées ne peut être que stratégique et différentielle au sein de ces mouvements qui dénoncent l'oppression économique. De plus, elle est plus efficace lorsqu'elle résulte d'une coalition éthique et non oppressive qui reconnaît la différence dans les objectifs de lutte, et accepte que des alliances puissent se former ponctuellement et provisoirement lorsque les intérêts des différents groupes convergent. Ainsi, les coalitions éthiques et stratégiques entre mouvements anticapitalistes et mouvements représentant les groupes minorisés devraient aller

de pair avec un travail de remise en question de l'expression blanche de la mouvance anticapitaliste.

Références citées

- Ancelovici, M. et Roy-Allard, M. (2014). La démocratie directe en mouvement : structure et rapports de pouvoir au sein de la CLASSE. Dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (dir.). *Un Printemps rouge et noir : regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (p. 87–115). Montréal : Écosociété.
- Chun, J. J., Lipsitz, G., & Shin, Y. (2013). Intersectionality as a social movement strategy: Asian immigrant women advocates. *Signs*, 38(4), 917-940. doi: 10.1086/669575
- Crenshaw, K. (1991). Mapping the margins: Intersectionality, identity politics, and violence against women of color. *Stanford law review*, 43(6), 1241-1299. doi: 10.2307/1229039
- Deetz, S. (1992). *Democracy in an Age of Corporate Colonization*. Albany : State University of New York Press.
- DeTurk, S. (2010). Quit whining and tell me about your experiences ! Dans Nakayama, T. K., Haluani, R. T., *The handbook of critical intercultural communication* (première édition, p. 565-584). Oxford : John Wiley & Sons.
- Graeber, D., (2009). *Direct Action: An Ethnography*. Oakland : AK Press.
- Hill-Collins, P. et Bilge, S. (2016). *Intersectionality*. Oxford : John Wiley & Sons.
- Juris, J. S. (2008). Spaces of Intentionality: Race, Class, and Horizontality at the United States Social Forum, *Mobilization*, 13(4), 353-372. Repéré à <http://www.jeffreyjuris.com/articles/spaces-of-intentionality-race-class-and-horizontality-at-the-united-states-social-forum-pdf>
- Laperrière, M., & Lépinard, E. (2016). Intersectionality as a tool for social movements: Strategies of inclusion and representation in the Québécois women's movement. *Politics*. 36(4), 374-382. doi :10.1177/0263395716649009
- Maharawal, M. M. (2013). Occupy Wall Street and a radical politics of inclusion. *The Sociological Quarterly*, 54(2), 177-181. doi: 10.1111/tsq.12021
- Polletta, F. (2002). *Freedom Is an Endless Meeting: Democracy in American Social Movements*. Chicago: University of Chicago Press.
- Prentoulis, M., & Thomassen, L. (2013). Political theory in the square: Protest, representation and subjectification. *Contemporary Political Theory*, 12(3), 166-184. doi:10.1057/cpt.2012.26
- Sandoval, C. (2011). Féminisme du tiers-monde états-unis: mouvement social différentiel. *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, (18), 141-186. Repéré à : <http://cedref.revues.org/686>
- Shohat, E. (1995). The struggle over representation: casting, coalitions, and the politics of identification. Dans de la Campa, R., Kaplan, A. E. et Sprinkler, M. (dir), *Late imperial culture*. (p.166-178). New York : Verso.
- Shome, R., & Hegde, R. S. (2002). Postcolonial approaches to communication: Charting the terrain, engaging the intersections. *Communication theory*, 12(3), 249-270. doi: 10.1111/j.1468-2885.2002.tb00269.x

- Spivak, G., Landry, D., & MacLean, G. (1996). *The Spivak Reader: Selected Works of Gayatri Chakravorty Spivak*. New York : Routledge.
- Spivak, G. C. & Harasim, S. (1990). Practical Politics of the open End (Interview with Sarah Harasym). Dans Harasym, S. (dir), *The post-colonial critic: interviews, strategies, dialogues*. New York : Routledge.
- Strolovitch, D. Z. (2007). *Affirmative Advocacy: Race, Class and Gender in Interest Group Politics*. Chicago, IL: University of Chicago Press.
- Tuck, E., & Yang, K. W. (2012). Decolonization is not a metaphor. *Decolonization: Indigeneity, Education & Society*, 1(1). Repéré à : <http://decolonization.org/index.php/des/article/view/18630>
- Vinayaraj, Y. T. (2013). Representation of the Subaltern: Spivak and Historiography. *Mar Thoma Theological Journal of theology*, 2(2). Repéré à : https://www.academia.edu/6974344/REPRESENTATION_OF_THE_SUBALTERN_SPIVAK_AND_HISTORIOGRAPHY
- Weldon, L. (2011). *When protest makes policy: How social movements represent disadvantaged groups*. University of Michigan : University of Michigan Press.